

Tony ANDRÉANI

Le « modèle chinois » et nous

(L'Harmattan, 2018, 208 p., 21,50 €)



Tony Andréani, spécialiste lucide et subtil de philosophie politique depuis longtemps, a en particulier théorisé les divers « modèles » dans lesquels le socialisme pouvait s'incarner, alors que la mode, après la fin du système soviétique, était de se méfier d'une pareille démarche considérée, à tort, comme potentiellement totalitaire, bien qu'elle n'avait d'autre but que d'éviter les pièges de l'aventurisme. Et voici qu'il recommence d'une manière étonnante dans son livre *Le « modèle chinois » et nous*, dont le titre pourra scandaliser ceux qui ne l'ont pas lu, en proposant d'aller voir du côté de la Chine : d'abord pour en faire un bilan actuel, ensuite pour voir

en quoi ce qui s'y passe de positif pourrait nourrir notre réflexion vis-à-vis d'un avenir socialiste de la France, auquel il continue de croire malgré le pessimisme et le défaitisme ambiants.

Je me contenterai de mettre en avant quelques lignes importantes de sa réflexion, que je reprends à mon compte. D'abord il faut voir de quand date l'expérience chinoise dans sa totalité et d'où elle part avec la révolution initiée par Mao : un pays largement agricole, faiblement industrialisé et qui s'est développé économiquement d'une manière étonnante, après l'épisode hasardeux et violent de la révolution culturelle, en une cinquantaine d'années donc...

alors que l'industrialisation en Occident a deux siècles derrière elle. Or, dans ce court laps de temps, la Chine a réussi son développement à un degré surprenant qui la transforme aujourd'hui en une grande puissance économique qui impressionne tout le monde, avec, en particulier, des progrès technologiques dans la production plutôt stupéfiants par leur quantité et leur qualité – y compris dans les transports ferroviaires avec un nombre unique au monde de... TGV !

Du coup, c'est la richesse globale du pays qui a aussi augmenté, qui a permis des exportations importantes et, surtout, qui a pu résorber en partie la pauvreté initiale, en un temps lui aussi record, et ce par une politique de redistribution qui a profité à une classe moyenne de près de 400 millions d'habitants, laquelle possède désormais un niveau de vie important. Certes, cela a été rendu possible par l'introduction d'une part de libéralisme dans l'économie, faisant appel à la propriété privée, aux profits privés et aux investissements étrangers. D'où aussi un creusement des inégalités non seulement entre une partie substantielle du peuple et cette classe moyenne, mais aussi par rapport à une forme de nouvelle classe « bourgeoise », avec ses

milliardaires ostentatoires et déplaisants. Ce phénomène d'ensemble inédit s'explique par une *réorientation stratégique* liée à l'introduction de ces éléments de libéralisme, mais qui sont conçus comme une première phase non d'un communisme à venir, bien éloigné, mais, plus banalement, d'un *socialisme* à construire d'ores et déjà. Car on l'oublie trop souvent : le projet marxiste dont la Chine continue de se réclamer à sa manière, *présuppose* la grande industrie, avec un ensemble majoritaire de travailleurs qui lui sont liés, et le régime l'a compris, voulant éviter l'échec soviétique. Elle revient donc pour une part à cette économie capitaliste qui était *pour Marx* lui-même la base préalable de sa conception matérialiste et historique du passage au socialisme, puis au communisme, refaisant du coup à l'envers un schéma d'évolution qui aurait dû être déjà réalisé !

Du coup, le régime n'entend pas se laisser déborder par le capitalisme qu'il a réintroduit. Il y a tout un secteur public qui demeure majoritaire dans des domaines importants et même cruciaux comme l'école, les hôpitaux, les transports, et il y a une part importante de propriété étatique ou collective qui est préservée dans le champ productif, avec la volonté affi-

chée d'y introduire des formes de démocratie sociale dans la gestion des entreprises. Et le secteur privé, même concurrentiel, est soumis à des règles concernant par exemple les investissements, les rapports de travail ou le respect de normes environnementales. Bref, et Tony Andréani le dit excellemment, *c'est l'État qui domine le capitalisme et non le capitalisme qui domine l'État...*, au contraire de ce qui se passe dans tous les autres pays de la planète, pour l'essentiel. Cela se retrouve dans l'objectif d'assurer à terme une « aisance décente » ou « moyenne » à l'ensemble de la population et dans son souci nouveau, mais inévitable, de résoudre la crise écologique à laquelle il est confronté.

Cet état d'esprit s'exprime aussi dans des *valeurs morales*

censées guider la politique, qui sont assumées *comme telles*, ce qui est plutôt original dans le monde d'aujourd'hui déserté par la morale. Elles entraînent le PC chinois à concevoir le communisme comme une nouvelle forme de *civilisation* devant améliorer les rapports interhumains et à y intégrer des éléments éthiques appuyés sur le confucianisme : on est loin de la « table rase » que Mao voulait instaurer comme de tout totalitarisme doctrinaire ! C'est peut-être cette dimension normative et humaniste du projet qui peut le plus en faire un « modèle » pour nous... à condition de laisser de côté les insuffisances persistantes de la démocratie politique qu'Andréani ne masque pas et qui ne doivent pas occulter tout le reste !

191

YVON QUINIOU